

**Arrêté n° 1099 CM du 7 août 2013 portant dissolution de l'établissement public dénommé "Maison de la perle"**

(NOR : MDP1301619AC)

*Paru in extenso au journal officiel n°46 NS du 08/08/2013 à la page 1796 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES*

Version en vigueur au 01/12/2013

Le Président de la Polynésie française,  
Sur le rapport du ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions,  
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;  
Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;  
Vu la délibération n° 92-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;  
Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française ;  
Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières précisant ses missions ;  
Vu la circulaire n° 225 PR du 29 août 2002 portant application de la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française ;  
Vu la circulaire n° 285 CM du 16 octobre 2003 relative à l'harmonisation de l'organisation interne des services de l'administration de la Polynésie française ;  
Vu la communication en conseil des ministres du ministre de tutelle ;  
Considérant que le comité technique paritaire de la direction des ressources marines et minières a été consulté le 26 juillet 2013 ;  
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 août 2013,

Arrête :

**Article 1er**

L'établissement public dénommé "Maison de la perle" est dissout à compter du 1er décembre 2013.

**Art. 2**

L'établissement est mis en liquidation à compter de la publication au Journal officiel de la Polynésie française du présent arrêté.

**Art. 3**

Le directeur est chargé de mener à bonnes fins l'ensemble des opérations afférentes à la liquidation afin de présenter un compte de clôture de l'exercice 2013 qui sera adopté par l'établissement dans les délais permettant de respecter la date de dissolution prévue à l'article 1er.

**Art. 4**

L'ensemble des droits, biens et obligations de l'établissement est dévolu à la Polynésie française. Le solde résultant de la clôture des comptes est transféré au budget de la Polynésie française.

**Art. 5**

Les moyens matériels, les équipements et biens immobiliers précédemment attribués ou détenus par l'établissement public dénommé "Maison de la perle", nécessaires à l'exécution des missions transférées, sont affectés à la direction des ressources marines et minières.

**Art. 6**

Les dispositions prévues aux articles 4 et 5 entrent en vigueur à compter du 1er décembre 2013.

**Art. 7**

L'arrêté n° 1440 CM du 1er septembre 2009 modifié portant création et organisation de l'établissement public dénommé "Maison de la perle", ainsi que tous les actes pris pour son application, sont abrogés à compter du 1er décembre 2013.

**Art. 8**

Le vice-président, ministre de l'économie, des finances et du budget, de la fonction publique, chargé des entreprises et de l'industrie, de la promotion des exportations et de la lutte contre la vie chère, et le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 août 2013.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :  
Le vice-président,  
Nuihau LAUREY.

Le ministre des ressources marines,  
des mines et de la recherche,  
Tearii ALPHA.